

L'économie politique du développement des économies mixtes selon Kalecki : croissance tirée par l'emploi *

Ignacy Sachs

(article préparé pour le numéro spécial de Mondes en Développement à l'occasion du centenaire de la naissance de M. Kalecki)

Tout au long de sa vie, Kalecki s'est livré à une étude comparée du fonctionnement et de la dynamique des différents systèmes économiques.

Au début de sa carrière de journaliste économique, puis de chercheur à l'Institut de conjoncture à Varsovie, il analyse les problèmes d'une économie capitaliste, périphérique et arriérée, se débattant avec la grande crise des années 30, une structure agraire anachronique et une forte dépendance par rapport au capital étranger. A l'époque, l'on ne parle pas encore des pays sous-développés, mais la fine connaissance des réalités polonaises servira plus tard à Kalecki pour aborder les problèmes de sous-développement. Il est bon de rappeler ici que la théorie du développement, telle que nous la connaissons aujourd'hui, a été en grande partie formulée au début des années 40 en Angleterre à travers les études engagées en vue d'un programme de reconstruction des économies de l'Europe centrale et du Sud ravagées par la guerre. Les réfugiés des pays de l'Est jouèrent un rôle de premier plan dans cette entreprise intellectuelle¹.

Dès ses premiers écrits, Kalecki s'attaque aux grands problèmes théoriques du fonctionnement du capitalisme en keynesien avant la lettre². Il va affiner sa réflexion pendant les années passées en Angleterre à la veille et pendant la seconde guerre mondiale en observant le fonctionnement d'une économie capitaliste mûre et en participant activement, avec d'autres keynesiens de gauche, à l'organisation de l'effort de guerre et à la mise en place simultanée de l'Etat-providence.

Au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à New York, où Kalecki travaille de 1946 à 1954, il est appelé de nouveau à se pencher sur le cas des économies périphériques et de leurs rapports avec les économies centrales. Il ne s'agit plus de la Pologne, mais des pays du tiers monde.

Kalecki continuera à s'intéresser vivement à leur développement même après avoir quitté les Nations Unies. Ses principales contributions sur le développement furent écrites au cours de la dernière étape de sa vie passée en Pologne, où il rentre en 1955. C'est à Varsovie que sous l'impulsion de Kalecki est créé un centre de recherche sur les économies sous-développées et un cours international de formation des planificateurs du tiers monde placé sous l'égide des Nations Unies. L'étude comparative des systèmes socio-économiques y occupe une place de choix.

Cependant, de retour en Pologne, devenu conseiller scientifique du président de la Commission du Plan, Kalecki se donne comme priorité l'étude du fonctionnement et des modalités de croissance d'une économie socialiste (ou en tout cas non capitaliste). Dans ses cours pour les planificateurs des pays du tiers monde, il précise les différences fondamentales entre les économies capitalistes développées limitées par la

demande, les économies socialistes limitées par l'offre et les économies sous-développées qui ont en quelque sorte le pire des deux mondes : du fait du sous-développement de leur appareil productif elles sont limitées comme les économies socialistes par l'offre et elles partagent avec les économies capitalistes les problèmes de l'insuffisance de la demande effective³.

Le cercle est ainsi bouclé. Kalecki est sans doute le plus complet des économistes de sa génération, en ce sens qu'il étudia et compara tous les principaux systèmes existant au XX^{ème} siècle. Il le fit en fin observateur des réalités, doué au demeurant d'une extraordinaire capacité de théoriser sur les situations stylisées, s'attachant à en dériver des prescriptions de politiques publiques.

Les économies mixtes

Une catégorie importante, à la croisée de ses études des économies capitalistes développées et des économies sous-développées, est celle des économies mixtes. En font partie:

- un grand secteur privé où se côtoient les entreprises capitalistes nationales ou étrangères et la petite production marchande des villes et des campagnes ;
- un secteur public dont le poids dans le PIB peut être réduit mais qui néanmoins joue un rôle actif, voire déterminant dans le développement ;
- un dispositif de planification qui, pour Kalecki, est indispensable à la conduite rationnelle des affaires publiques dans l'économie mixte. Il partage en cela une opinion largement répandue pendant et après la seconde guerre mondiale, à l'exception des libéraux inconditionnels qui, comme von Hayek, pourfendaient l'idée même de la planification ⁴. Sa définition de l'économie mixte est de ce fait plus restrictive que celle couramment employée aujourd'hui⁵.

La conception que Kalecki se faisait de l'Etat et de sa responsabilité et initiative dans le processus du développement peut être rapprochée de celle de l'Etat développeur (developmental State) élaborée postérieurement à partir de l'expérience du Japon et des tigres de l'Asie du Sud-Est ⁶. Elle s'en distinguait cependant par la priorité accordée par Kalecki aux objectifs sociaux du développement et par le pari sur des modèles d'intervention étatique capables de limiter à terme l'emprise du capitalisme privé au lieu de la stimuler et la consolider⁷.

Des convergences encore plus marquées existent avec les idées prônées par le courant radical des cepaliens et des structuralistes latino-américains, de R. Prebisch, C. Furtado et A. Pinto à l'actuel secrétaire exécutif de la CEPAL, J.A. Ocampo, en passant par M. Wolf, A. Ferrer, F. Fajnzylber et O. Sunkel ⁸.

Pour Kalecki l'Etat se devait d'être programmeur, promoteur et producteur lorsqu'il le fallait. Son attitude était pragmatique. Il appartenait à l'Etat non seulement d'indiquer les priorités de développement mais de s'assurer aussi que les investissements nécessaires y affluent ⁹. Il fallait donc créer des incitations pour attirer le capital privé, mais sans pousser la politique de subventions et d'exemptions fiscales au-delà des limites qui la rendraient contreproductive. Il était en revanche légitime de s'endetter à l'étranger pour importer des biens d'équipement destinés à des projets créant des capacités d'exportation en affectant une part du flux additionnel d'exportations au remboursement de la dette¹⁰.

Cependant, en l'absence d'investissements privés, il appartient à l'Etat d'y suppléer par des investissements publics pour éviter que les priorités du plan ne soient pas remplies. C'est pourquoi la dynamique de l'économie mixte dépend de l'existence d'un secteur public actif.

La mobilisation des ressources intérieures occupait une place fondamentale dans la stratégie du développement prônée par Kalecki, sans qu'il s'agisse d'une vision autarcique. Quant au recours à l'aide étrangère, il n'était pas possible d'en évaluer le vrai impact sans se reporter à une analyse des modifications encourues par l'ensemble de l'économie. En effet, il se pourrait que l'offre d'un crédit étranger pour financer un projet jugé prioritaire permette de financer une consommation somptuaire avec les ressources auparavant destinées à ce projet en détournant ainsi l'aide de sa finalité¹¹.

Les économies mixtes du tiers monde présentent des variantes institutionnelles significatives. Kalecki attachait beaucoup d'importance à leur étude comparative, voire à l'ébauche d'une typologie. C'est dans ce contexte que surgit notamment le concept des "régimes intermédiaires" caractérisés par une hégémonie relativement stable de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes et articulée en Egypte, pays qui servit de modèle, autour de l'armée. Il s'agissait d'un phénomène rendu possible par la rivalité à l'échelle mondiale de deux systèmes antagonistes. Ce concept a donné lieu à plusieurs applications et à de longues discussions dans les pays concernés (Egypte, Inde, Bangladesh)¹².

Le rôle de la planification

Kalecki consacra à l'institutionnalisation et à la méthodologie de la planification de nombreux écrits, à commencer par un important manifeste, publié d'une façon anonyme dans une revue de la gauche socialiste en Angleterre¹³.

Une grande partie de son effort en Pologne est allée au perfectionnement des méthodes et des outils de la planification. Il proposa notamment des méthodologies de construction d'un plan à long terme, de l'évaluation de l'efficacité des investissements, de l'optimisation du commerce extérieur et s'attaqua, dans le cadre de la collaboration entre les pays socialistes, au problème de la construction d'un système rationnel des prix internationaux. Vers la fin de sa vie, sa réflexion critique, inspirée par les défaillances de la planification polonaise, s'est tournée vers les conditions institutionnelles indispensables au bon fonctionnement des mécanismes décisionnels : la séparation des fonctions d'élaboration et d'évaluation des projets, la nécessité d'une discussion publique rendue possible par la libre circulation d'informations et le respect du droit à l'erreur bona fide.

Tout en insistant sur l'importance de la planification, Kalecki en donnait une définition modeste. Pour lui, planifier c'était penser par variantes : en comparant deux ou trois trajectoires alternatives, il était possible d'en choisir une présentant plus d'avantages que les autres pour desserrer les goulets d'étranglement empêchant le plein emploi de la main d'oeuvre et des capacités de production ou d'en construire une nouvelle en les combinant entre elles. Il réservait le terme d'optimisation aux situations où la fonction objectif était homogène, comme c'est le cas du commerce extérieur¹⁴.

Le concept de l'économie mixte s'étendant à la fois aux pays sous-développés et aux pays développés, Kalecki a beaucoup réfléchi aux conditions institutionnelles minimales

devant être remplies pour planifier dans le cadre d'une économie développée non socialiste¹⁵.

Ces conditions, qu'il reconnaît difficiles à remplir, sont les suivantes : contrôle des investissements, contrôle des prix mais pas des salaires, contrôle du commerce extérieur. Dans son esprit, il s'agit soit d'un programme envisageable par un gouvernement de front populaire¹⁶ soit d'un terme de comparaison pour évaluer la situation existante.

Cette dernière remarque est fondamentale pour sa pensée. Kalecki, comme nous l'avons déjà dit, était un socialiste convaincu et dans toutes ses prescriptions de politique économique, il a constamment privilégié la sauvegarde des intérêts des travailleurs : le plein emploi, la protection du pouvoir d'achat des salaires et, dès que possible, leur augmentation, la satisfaction des besoins sociaux à travers l'action de l'Etat et, pour ce qui est des paysans, l'urgence des réformes agraires. Cependant, il était suffisamment réaliste¹⁷ pour se rendre compte que les conditions d'une politique progressiste étaient rarement réunies. La planification telle qu'il la concevait pouvait toutefois servir d'étalon à l'aide duquel il était possible de juger l'écart entre la situation désirable et la situation réelle.

L'impératif de la planification concernait à plus forte raison les pays du tiers monde. Du fait du sous-développement de leur appareil de production et de l'immensité de la dette sociale à combler, ces pays n'ont pas le droit moral de gaspiller des ressources à des fins non prioritaires ou se donner le luxe de laisser les capacités sous-utilisées. Ces pays doivent augmenter considérablement leurs investissements pour accélérer l'expansion de l'appareil productif. Pour cela, il leur faut planifier non seulement le volume mais aussi la structure des investissements et leur allocation entre la production des biens de consommation essentiels, biens de consommation non essentiels et biens d'équipement¹⁸.

Par ailleurs, il leur faut mobiliser toute leur ingéniosité pour desserrer les goulets d'étranglement et gérer au mieux dans un contexte international défavorable les devises rares, de véritables jokers du jeu de planification. La barrière du commerce extérieur est en dernière instance le principal goulet d'étranglement des économies "sensibles à l'importation"¹⁹. Kalecki n'avait aucun a priori par rapport aux vertus respectives de la promotion d'exportations et de la substitution d'importations. Il se contentait de dire qu'à conditions égales de coût net en monnaie locale de la devise gagnée ou épargnée, la substitution d'importations offrait plus de garanties, car elle mettait le pays à l'abri des aléas de la conjoncture sur les marchés mondiaux.

De toute évidence, les pays sensibles à l'importation ont intérêt à recourir à l'importation de capitaux étrangers à condition toutefois de ne pas perdre la maîtrise du processus du développement ni de payer un prix excessivement élevé sous forme d'un service de la dette faisant boule de neige. Kalecki affichait sa préférence pour les crédits publics bonifiés, mis au service du plan de développement. Il préconisait, comme nous l'avons déjà dit, le remboursement des dettes sous forme d'exportation d'une partie des productions mises en route grâce aux prêts étrangers et recommandait que l'impact de l'aide étrangère soit toujours examiné par rapport aux changements intervenus dans l'ensemble de l'économie et non pas projet par projet.

L'emploi et la croissance

Chez Kalecki, un style volontairement dépouillé et concis est mis au service d'une pensée rigoureuse qui va à l'essentiel et rien qu'à l'essentiel. La dynamique des systèmes économiques dépend en première instance des investissements et du progrès technique et accessoirement du rythme de la dépréciation réelle et du degré d'utilisation de l'appareil de production existant. C'est ce que rend la formule suivante :

$$r = \frac{i}{k} - a + u \quad (1)$$

où r représente le taux de croissance du PIB, i la part des investissements bruts dans le PIB, k le coefficient capital/produit, a le coefficient de dépréciation réelle et u le coefficient de meilleure utilisation de l'appareil de production existant.

Cette formule constitue le point de départ de la théorie kaleckienne de la croissance de l'économie socialiste. Dans un de ses derniers écrits²¹, Kalecki a reconnu cependant qu'elle s'applique à tous les systèmes à condition d'interpréter différemment les coefficients k , a et u . Ces derniers ont dans une économie capitaliste un comportement cyclique en fonction des variations de la demande effective. Dans les dépressions, u peut prendre une valeur fortement négative. Par ailleurs, la "destruction créatrice" accélère a . En revanche, dans l'économie socialiste, a peut être modulé par le planificateur et u est par principe positif grâce aux effets d'apprentissage, aux progrès organisationnels et à l'économie des ressources qui en résulte.

Kalecki emploie en même temps une seconde formule. Le taux de croissance de l'économie est sensiblement égal à la somme du taux de croissance de l'emploi e et du taux d'augmentation de la productivité du travail p résultant du progrès technique :

$$r = e + p \quad (2)$$

L'emploi apparaît donc simultanément comme un facteur essentiel de la croissance et un objectif primordial de celle-ci.

En effet, pour Kalecki, la recherche du plein emploi et la protection des revenus du travail constituent un impératif moral et la condition sine qua non d'un engagement en faveur de la justice sociale. Ses nombreuses et importantes contributions à l'étude des politiques visant la promotion du plein emploi dans les économies capitalistes développées et son texte si souvent cité sur le cycle politique du plein emploi constituent une part significative de son oeuvre²². Dans le contexte de l'économie socialiste, la poursuite du plein emploi conditionne le choix par le planificateur du prix notionnel du capital qui joue un rôle essentiel dans la formule de l'évaluation de l'efficacité des investissements mis au point par Kalecki²³. La création d'emplois constitue à plus forte raison encore le socle de sa théorie du développement et du financement de celui-ci.

Avant d'en analyser les principaux aspects, commençons par construire une typologie simple des trajectoires de croissance, dérivée de la formule 2.

La croissance intensive s'accompagne de la non-crédation d'emplois ; elle est entièrement tirée par l'augmentation de la productivité du travail ($r = p > 0$, $e = 0$). Un cas extrême de modernisation aux effets sociaux pervers est celui d'une croissance accompagnée de la réduction d'emplois ($p > r > 0$, $e < 0$).

A l'inverse, la croissance extensive est entièrement tirée par l'augmentation de l'emploi ($r = e > 0, p = 0$). Au cas où e augmente plus fortement que r aux dépens de p , ce qui se traduit par une réduction de la productivité sociale, nous avons affaire à des cas extrêmes de multiplication d'emplois improductifs voire fictifs²⁴.

Le taux de l'augmentation de la productivité du travail p est le socle sur lequel reposent le progrès économique et social et l'amélioration du niveau de vie, à condition que les gains de productivité soient équitablement répartis dans la société, une partie de ces gains pouvant aller à la réduction du temps de travail à salaire égal ou encore à l'allongement des périodes de formation. L'industrialisation demeure le levier principal de la transformation structurelle des économies sous-développées. Elle a un effet multiplicateur sur l'offre d'emplois dans les services. Elle permet aussi à ces pays de s'affranchir du statut d'exportateurs de matières premières et d'aspirer ainsi à une insertion plus équitable dans l'économie mondiale. En outre, un des objectifs importants du développement est d'éliminer des travaux pénibles ou malsains, ce qui passe par la mécanisation et même, dans certains cas, par l'automatisation, quel que soit le niveau du développement économique du pays.

C'est pourquoi il ne saurait être question de proposer à la longue une stratégie de développement tirée uniquement par la croissance extensive, en dépit de la gravité actuelle du chômage et du sous-emploi²⁵. Les deux types de croissance doivent trouver leur place dans la stratégie du développement. Les pays à forte offre de main d'oeuvre sous-employée, connaissant de surcroît des taux élevés de croissance démographique²⁶, se doivent d'explorer toutes les possibilités de création d'emplois et se pencher tout spécialement sur les emplois avec un coefficient capital/travail modéré dans les secteurs d'activité avec une petite composante d'importations. Il ne faut pas confondre le coefficient capital/travail t avec le coefficient capital/produit k . Les deux sont reliés par l'identité suivante : $t = kp$ où p représente la productivité du travail. De nombreuses activités artisanales se caractérisent par un t faible mais la productivité du travail p extrêmement basse fait en sorte que le coefficient de capital k soit très élevé²⁷.

L'insistance sur la croissance tirée par l'emploi est d'autant plus nécessaire que les entreprises privées, poussées par la logique du marché et de la compétitivité, penchent naturellement vers la croissance intensive, voire à la modernisation perverse, se traduisant par l'obsolescence accélérée des équipements (la destruction créatrice schumpeterienne qui, à la limite, perd son caractère créateur).

La combinaison des deux croissances doit donc être biaisée en faveur de la croissance extensive. Comme cette dernière ne se bute pas à la barrière de la capacité d'importation insuffisante à l'égal des secteurs de l'économie où seule la croissance intensive rentre en ligne de compte, insister sur le potentiel de la croissance extensive revient à accélérer, ceteris paribus, le taux de la croissance de l'économie nationale.

Jusqu'où peut-on pousser cette manoeuvre ? Je pense que la partie la plus originale de la théorie du développement selon Kalecki tourne autour de cette question.

Au vu du dénuement des travailleurs, il faut s'attendre à ce que leur pouvoir d'achat accru grâce aux nouveaux emplois aille tout entier à l'achat des biens de consommation essentiels, à commencer par les denrées alimentaires. C'est pourquoi la capacité de produire ces biens constitue la principale limite à la création d'emplois assurant une croissance sans inflation²⁸. C'est à l'augmentation de l'offre des biens essentiels que

se ramène le financement réel de la croissance tirée par l'emploi, alors qu'au plan financier proprement dit un tel développement peut se fonder sur le prélèvement d'une partie des revenus des classes aisées²⁹.

Ainsi, dans son article consacré au développement de l'Inde, Kalecki souligne que le problème d'éviter les pressions inflationnistes dans le développement économique n'est pas «monétaire». Il se résout en assurant, par des méthodes variées, une structure correcte de la dépense nationale, trois conditions devant être remplies à cette fin : l'offre adéquate des biens essentiels, la limitation des dépenses allant à l'achat des biens non essentiels de façon à créer l'épargne adéquate pour financer l'investissement privé et public, la limitation des investissements privés de façon à utiliser une partie de l'épargne privée pour financer les investissements publics (qui, rappelons-le, étaient très importants dans la stratégie du développement adoptée par l'Inde). La réforme fiscale en Inde pourrait consister, d'une part, en une défiscalisation complète d'un nombre très restreint de biens essentiels constituant la quasi totalité de la consommation des couches défavorisées de la population et, d'autre part, une imposition fortement progressive des biens non essentiels³⁰.

Kalecki a donné un résumé extrêmement succinct de sa théorie dans l'article déjà cité de 1970³¹:

"Il me semble que le problème central ici (dans les économies mixtes sous-développées) est (de savoir) aux dépens de qui le pays doit se développer. Aussi longtemps que se maintiennent les pressions inflationnistes sur l'offre insuffisante des biens essentiels, en particulier des denrées alimentaires, ce sont les masses appauvries de la population qui supportent le fardeau de l'investissement élevé. Si cela doit être évité, le taux de croissance de l'offre des biens essentiels doit accompagner le taux de croissance du revenu national. Et pour laisser la place à l'investissement, la consommation des biens non essentiels par les ayant des revenus plus élevés doit être limitée par une politique fiscale appropriée. Cela fait cependant dépendre le taux de croissance "non inflationnaire" des conditions agraires parce que celles-ci déterminent dans une grande mesure le progrès faisable en agriculture et donc l'offre des biens essentiels. Dans ce contexte, c'est la capacité de cultiver plus rapidement les produits alimentaires qui tient le rôle principal dans le "financement" du développement. Il faut toutefois l'appuyer par des mesures financières au sens strict destinées à freiner l'augmentation de la consommation des biens non-essentiels".

L'on comprend dès lors l'importance que Kalecki attachait aux réformes agraires. En leur absence, l'offre des produits alimentaires n'arriverait pas à progresser à un rythme satisfaisant, créant une poussée inflationniste qui se traduirait par une érosion inadmissible du pouvoir d'achat des revenus des travailleurs.

Par ailleurs, il importait de tirer le meilleur parti des potentialités latentes de l'économie paysanne avec ses réserves de main d'oeuvre familiale mises en évidence par les écrits de Chayanov dont l'oeuvre faisait l'objet de grandes discussions en Pologne après 1956³². L'essor de l'agriculture paysanne était donc doublement important : pour desserrer une contrainte majeure à la création d'emplois non-agricoles et pour assurer une amélioration des conditions de vie de la majorité des habitants du tiers monde. L'industrialisation du tiers monde devait se faire sans dépayannisation ou tout au moins sans dépayannisation précipitée³³.

Kalecki ne préconisait pas pour autant la multiplication des grands chantiers mobilisant des dizaines de milliers d'ouvriers travaillant à la pelle, comme ce fut le cas pendant le grand bond en avant en Chine. Il était très conscient des problèmes d'intendance, d'organisation et de dérive autoritaire posés par l'"investissement humain" et le travail contraint.

Le choix des techniques

Kalecki prit une part active dans le débat sur le choix des techniques suscité par les livres bien connus de M. Dobb et A.K. Sen³⁴. Il ne partageait pas les vues de ces deux auteurs qui recommandaient la maximisation du surplus pouvant être investi plutôt que celle du produit, ce qui impliquait le recours à des techniques intensives en capital. Il trouvait que les pays disposant d'une main d'oeuvre pléthorique devaient utiliser chaque fois que possible des techniques intensives en main d'oeuvre.

D'autant plus que les marges de liberté sont doublement limitées : par les techniques déjà incorporées à l'appareil de production, dont la transformation va s'échelonner sur de longues années et par la structure sectorielle de nouveaux investissements, certaines branches de l'économie ne comportant pas de solutions techniques créatrices d'emplois. L'exemple extrême est celui de l'extraction du pétrole. A l'inverse, il est des activités qui par leur nature demandent beaucoup de main d'oeuvre, notamment dans le domaine des services, du bâtiment ou de l'agriculture. Il faut donc, dans la mesure du possible, leur donner la part belle dans la fonction objectif.

A la longue, l'éventail des techniques disponibles aux paramètres désirés dépendra de l'orientation donnée à la recherche et des moyens qui lui seront destinés³⁵.

La modernisation de l'agriculture mérite que l'on s'y attarde. En effet, le capital investi dans l'agriculture fonctionne tantôt comme substitut de la main d'oeuvre (la mécanisation entraînant l'augmentation de la productivité du travail), tantôt comme substitut de la terre (irrigation, engrais, pesticides se traduisant par l'augmentation des rendements à l'hectare)³⁶.

Dans le premier cas, l'on avance dans la direction d'une agriculture sans hommes destructrice des emplois. Nous sommes en présence d'une modernisation perverse³⁷. Dans le second cas, le progrès technique s'accompagne fréquemment de l'augmentation de l'emploi, surtout lorsqu'il est conjugué avec le choix des cultures et activités connexes qui par leur nature demandent beaucoup de main d'oeuvre (horticulture, floriculture, certains élevages). D'où l'insistance de Kalecki sur les rendements à l'hectare comme un objectif majeur du développement³⁸. Les choses se compliquent lorsque la mécanisation est rendue nécessaire pour accélérer certains travaux des champs de façon à permettre le passage d'une à deux récoltes annuelles.

En tout état de cause, les choix techniques en agriculture dépendent pour une grande part de la composition des cultures et autres activités entreprises par les familles paysannes, de plus en plus plurifonctionnelles.

Un cas important pour le choix des techniques est celui des filières et des processus de production qui comportent des maillons intensifs en main d'oeuvre mais demandent en même temps le recours à des techniques de pointe. C'est pourquoi l'analyse fortement désagrégée des processus de production s'impose en tenant compte de la différence entre le progrès technique se traduisant par la nature et la qualité du produit et le

progrès technique au niveau du processus de la production proprement dit. Les pays sous-développés doivent apprendre à gérer au mieux le pluralisme technologique³⁹. Mentionnons enfin le progrès technique "pur" provenant de l'application des inventions ne demandant pas des investissements significatifs, comme c'est parfois le cas dans l'agriculture (certains progrès en matière de génétique) et plus généralement au progrès technique désincorporé (méthodes de gestion). Kalecki était très sensible à cette dimension⁴⁰. Il pensait par ailleurs que les pays disposant de cadres scientifiques de haut niveau, dont les rémunérations restaient très inférieures à celles des scientifiques des pays industrialisés, avaient une carte à jouer en matière de spécialisation en vue du commerce extérieur en proposant des produits intensifs en main d'oeuvre hautement qualifiée. Dès 1955, il a suggéré, sans avoir toutefois obtenu gain de cause, que la Pologne se lance dans la production d'ordinateurs en mettant à profit ses excellents mathématiciens et l'offre abondante et bon marché de main d'oeuvre féminine nécessaire à l'industrie électronique. Le succès que connaissent aujourd'hui les exportations du software indien montre qu'il avait vu juste.

Trente ans après

Kalecki n'a pas vécu pour assister à la revanche des monétaristes sur les keynesiens, à l'ascension foudroyante (au double sens du terme) de la contre-révolution néolibérale⁴¹ et à l'application urbi et orbi des politiques connues sous le nom de Consensus de Washington très différentes de celles qu'il aurait recommandées⁴².

Il est sans doute trop tôt pour parler de la fin de l'interlude néolibéral. Cependant, les récentes crises en Asie du Sud-Est, en Russie et au Brésil ont sérieusement ébranlé l'hégémonie des théories monétaristes et néolibérales et leur prestige auprès de la Banque Mondiale. Son économiste en chef, J. Stiglitz, parle de l'après-consensus de Washington⁴³. De son côté, John Gray montre que l'économie du laissez-faire n'a été qu'une courte aberration historique en Angleterre, d'ailleurs rendue possible par les interventions de l'Etat britannique. Gray trouve que le projet d'instaurer un laissez-faire global, entrepris par les Etats-Unis, ne peut mener qu'à une tragédie. La crise asiatique est à ses yeux la première démonstration historique des effets potentiellement désastreux pour la stabilité économique de la libre circulation des capitaux⁴⁴.

Dans un livre décapant, D. Rodrik se livre à une analyse économétrique destinée à montrer que les politiques d'ouverture ne mènent pas nécessairement à la croissance, loin s'en faut. Cette dernière dépend encore pour l'essentiel des taux d'investissement et de bonnes politiques macro-économiques. L'auteur invite les policy-makers à se méfier des modes changeantes dans la pensée économique et de l'orthodoxie prônant l'Etat réduit et le laissez faire. "Il n'y a pas de formule magique pour surmonter les défis de la croissance économique et s'il y en a une ce n'est pas l'ouverture"⁴⁵. Pour lui, les politiques internationales doivent créer un espace pour les efforts nationaux de développement, forcément pluriels pour ce qui est de leur philosophie et contenu. Il est absurde de vouloir imposer à tous les pays un modèle unique de développement dont la supériorité est de surcroît douteuse. "La leçon de l'histoire c'est qu'en dernière instance tous les pays qui réussissent développent leur propre version du capitalisme national" (op.cit. p. 150). La structure des institutions sociales, le degré d'inégalités jugé tolérable, les espèces de biens publics que les gouvernements doivent fournir constituent autant de questions qui doivent être résolues au niveau national. On parle

beaucoup des nouvelles formes de gouvernance rendues nécessaires par la révolution informationnelle et la mondialisation de la production. Mais nous ne savons pas encore quelle forme donner à cette gouvernance et comment l'instituer. Tout ce que nous avons pour le moment ce sont les gouvernements nationaux. "Il ne serait pas sage de les abandonner sans savoir ce qui viendra à leur place. Un bon système international est celui qui permet la coexistence des différents styles de capitalisme national et non pas celui qui impose un modèle uniforme de gouvernance économique" (op.cit. p. 152). Difficile de dire mieux. Peut-être la meilleure façon de construire les politiques de l'après-consensus de Washington consiste à renouer avec la pensée économique des années 50 et 60. C'est dans ce contexte qu'apparaît l'actualité de la théorie du développement selon Kalecki.

Certains auteurs indiens l'ont bien vu en proposant que l'emploi et la répartition ex ante du revenu entre les rémunérations du travail et les profits soient utilisés comme points d'entrée dans le processus itératif conduisant à l'élaboration d'une stratégie, voire d'un plan de développement. Il s'agit ni plus ni moins que d'inverser la démarche qui traite l'emploi et la répartition du revenu comme résultantes du processus de croissance tiré par le marché⁴⁶. Les politiques d'emploi qu'il ne faut pas confondre avec la flexibilisation des marchés du travail doivent, une fois de plus, occuper une place tout à fait centrale dans les stratégies du développement.

Plus que jamais, l'emploi et l'auto-emploi constituent en effet une priorité absolue. Même dans les pays riches il n'est plus question de remédier à la situation en ayant uniquement recours à la redistribution du revenu. Le chômage structurel, la précarisation du travail et l'exclusion sociale qui s'ensuit sont aujourd'hui l'apanage commun des pays riches et des pays pauvres souffrant d'une dualisation de la société qui permet de parler de la tiersmondisation de la planète. C'est pourquoi le paradigme social-démocrate est entré en crise. L'effondrement du socialisme réel ne saurait être considéré comme une démonstration a contrario de ce modèle pas plus que du modèle social-libéral.

Nous devons nous attaquer à la distribution primaire du revenu inscrite dans les modes de production. Il y a un demi-siècle, un disciple de Gandhi écrivait déjà à ce sujet : "notre problème est de créer de l'emploi pour 400 millions de personnes de façon à ce que chacun voit ses besoins primaires satisfaits. Cela veut dire que notre méthode de travail doit consister à répartir la richesse dans le processus de sa production. Lorsque la répartition et la production ne vont pas de pair et ne se font pas simultanément, cela conduit souvent à l'accumulation de la richesse d'un côté et celle de la pauvreté et de la misère de l'autre". Puis il ajoutait : "la richesse d'un pays ne peut se mesurer au nombre de millionnaires que le pays possède"⁴⁷.

Dans l'optique de la recherche d'une croissance tirée par l'emploi, inspirée par la pensée de Kalecki, la situation de nombreux pays du Sud permet un certain optimisme, ce qui peut à première vue surprendre. C'est qu'ils possèdent des gisements importants d'emplois qu'il devrait être possible d'actionner en faisant appel à la mobilisation des ressources réelles et financières⁴⁸ internes sans recourir à des capitaux étrangers et sans faire pression sur la balance commerciale du fait de leur contenu d'importations très limité. Cinq pistes nous paraissent particulièrement intéressantes :

1. L'essor de l'agriculture paysanne, stimulé par les réformes agraires, là où elles sont nécessaires, ainsi que par des programmes de modernisation des petites exploitations

et, plus généralement par le développement rural intégré fondé sur la plurifonctionnalité croissante des unités familiales. Dans un rapport qui est passé presque inaperçu, la Commission Mondiale pour l'Alimentation et la Paix parle d'un milliard d'emplois ruraux directs et indirects à l'échelle mondiale en extrapolant une étude indienne proposant la création de 100 millions d'emplois en dix ans ainsi distribués : 45 millions d'emplois agricoles proprement dits, 10 millions d'emplois dans les industries agro-alimentaires, 45 millions d'emplois ruraux et urbains dûs à l'effet multiplicateur de la consommation accrue des masses rurales, le secteur rural constituant à la fois une source de biomasse (aliments, fourrages, bioénergies, engrais verts et matières premières industrielles) et un débouché pour les produits industriels et les services⁴⁹.

2. Les emplois liés à l'éco-efficacité, au ménagement des ressources et à l'entretien des équipements, des infrastructures et du cadre bâti, se traduisant par la prolongation de leur durée de vie utile et donc par la réduction de la demande pour les investissements de reposition. En termes de Kalecki, il s'agit de réduire le coefficient a (le taux de dépréciation réelle) et d'augmenter u (le coefficient de meilleure utilisation de l'appareil de production) à travers la réutilisation des matériaux, le recyclage, l'économie de l'énergie, de l'eau et d'autres ressources naturelles, en d'autres mots d'actionner les sources de croissance ne demandant pas d'investissements. En termes macro-économiques, de nombreux emplois liés à l'éco-efficacité s'autofinancent par les économies en ressources naturelles qu'ils induisent. Nous rejoignons ici le postulat fondamental de l'écodéveloppement : la recherche de solutions triplement gagnantes au plan social, écologique et économique⁵⁰.

3. Les emplois et les auto-emplois liés à la construction et à l'auto-construction assistée des logements populaires dans les villes et dans les "pré-villes" (bidonvilles et quartiers périphériques) du tiers monde. Plus de 600 millions d'habitants y sont à présent dépourvus de logements décents. Or, l'urbanisation des réfugiés des campagnes suppose qu'ils aient un accès à des logements décents, à des emplois stables et des conditions d'exercice effectif de la citoyenneté.

4. Les travaux publics, essentiels pour la modernisation et l'essor des économies en voie de développement à un moment où elles doivent s'engager dans le rétablissement de leur capacité interne d'investissement et enclencher le cercle vertueux keynesien d'investissement-épargne⁵¹. D'autant plus que la compétitivité systémique dépendra pour une large part des progrès enregistrés en matière de réhabilitation et expansion des infrastructures.

S'agissant des biens appartenant à la catégorie de non-tradables, les marges de liberté pour choisir des techniques plus créatrices d'emplois existent, mais sont rarement mises à profit. Il ne s'agit pas d'aller partout à l'extrême des travaux réalisés la pelle à la main, pas plus que d'importer les équipements les plus performants et fortement automatisés, dont l'utilité peut être questionnée même dans les pays les plus riches.

5. Enfin, il convient de mentionner les services et tout particulièrement les services sociaux dans l'acception la plus large de ce terme. La demande pour ces derniers est loin d'être satisfaite même dans les pays les plus riches si l'on se situe dans l'optique des besoins et non dans celle de la demande solvable. Les pays où le niveau des salaires reste bas produisent ces services à un coût absolu très inférieur à celui des pays aux salaires élevés. C'est peut-être leur chance pour avancer dans la direction d'un Etat protecteur sans attendre que leurs revenus par tête arrivent à des niveaux

comparables à ceux des pays industrialisés⁵². D'autant plus que l'émergence du tiers secteur (la société civile organisée) ouvre un champ à des expérimentations en matière de nouvelles formes de partenariat entre les trois secteurs public, privé et associatif.

En dérogeant à sa modestie habituelle, dans une préface à la réédition de ses écrits de jeunesse datée de 1964, Kalecki s'est dit convaincu d'avoir posé et résolu un certain nombre de problèmes qui ont par la suite absorbé l'attention des économistes pendant deux décennies⁵³. Mutatis mutandis, trente ans après sa disparition ce jugement s'applique à sa théorie du développement. A cela près que, pendant les deux dernières décennies, le courant dominant dans la pensée économique a préféré ignorer ses enseignements.

25 juillet 1999

Notas

* Directeur d'études honoraire à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.
¹Au Royal Institute of International Affairs à Londres un comité a été créé pour s'occuper de la reconstruction économique après la guerre. P. Rosenstein-Rodan en était le secrétaire, assisté par H.W. Arndt. Il travaillait en étroite coopération avec un groupe d'économistes et sociologues est-européens réfugiés en Angleterre. Kalecki et E.F. Schumacher animaient un groupe parallèle à Oxford Institute of Statistics. Parmi les chercheurs qui ont par la suite influencé le débat sur le développement il convient de mentionner les nombreux Hongrois (Balogh, Kaldor, Manheim, Polanyi, Scitovsky, les Polonais Lange (travaillant aux Etats-Unis), Malinowski et Rudzinski, puis H.W. Singer et K. Mandelbaum (vel Martin). L'article de Rosenstein-Rodan sur les problèmes d'industrialisation de l'Europe Orientale et Sud-Orientale, publié en 1943, est souvent cité comme le point de départ de l'économie du développement en tant que branche autonome du savoir (voir à ce sujet Arndt, H.W., "Development Economics before 1945" in Bhagwati, J.N. and Eckaus, R.D. (eds.) (1972), Development and Planning Essays in Honour of Paul Rosenstein-Rodan, Allen and Unwin, London et du même auteur "Introduction to Economics", Singapore Economic Review, vol. 29, n° 2, octobre 1984. Au Secrétariat des Nations Unies Kalecki s'est retrouvé avec H.W. Singer et W. Malinowski.

² L'anticipation de la grande théorie de Keynes par Kalecki a donné lieu à de nombreuses mises au point. Voir à ce sujet l'important article de A. Bhattacharjee et N. Rangunathan "Keynes, Kalecki and the Question of Priority", Economic and Political Weekly, 2 juillet 1988, pp. 1383-1393. Les auteurs s'attachent à mettre en évidence les importantes différences entre les deux auteurs dans l'interprétation de la dynamique capitaliste. Voir aussi sur ce point J. Robinson ("Introduction to M. Kalecki's Essays on Developing Economies", reproduit dans M. Kalecki, Collected Works, vol. V, pp. 232-237). Kalecki, à la différence de Keynes, s'occupe du partage du produit entre les classes sociales.

³ Les économies sous-développées se caractérisent notamment par l'insuffisance de la demande pour les biens du secteur traditionnel qui concentre la main d'oeuvre pléthorique et par l'insuffisance de l'offre de biens provenant des industries modernes vers lesquels se porte la préférence des consommateurs aisés, la modernisation des styles de consommation précédant celle de l'appareil productif (C. Furtado). Voir à ce

sujet l'article de E. Patnaik dans Economics as Ideology and Experience : Essays in Honour of Ashok Mitra edited by Deepak Nayyar, 1998, Frank Lars, London et la recension qu'en fait C.T. Kurien, "Impure Economics", Economic and Political Weekly, February 6, 1999, p. 33.

4 Voir Von Hayek, F. (1944), The Road to Serfdom. Von Hayek était bien isolé dans son refus de planification.

La planification était dans l'air du temps parmi les nombreux économistes britanniques et étrangers qui en pleine guerre mondiale se préparaient en Angleterre à l'implantation dans leurs pays respectifs de régimes démocratiques capables d'exorciser le souvenir de la grande crise et d'instaurer les Etats protecteurs. Pour une remarquable analyse de ce mouvement d'idées et de la radicalisation des esprits sous l'impact de la guerre, voir le chapitre "Blueprints for the Golden Age" dans M. Mazoyer (1998), Dark Continent : Europe's Twentieth Century, Allen Lara, The Penguin Press, pp. 185-214. Beveridge lui-même se convertit à l'idée de la planification d'un changement social radical au point de dire en 1940 à Beatrice Webb qu'il aurait aimé mettre à l'essai le communisme en conditions démocratiques.

Dans un chapitre antérieur, consacré à la crise du capitalisme, Mazoyer mentionne l'apport de Kalecki en le mettant en parallèle avec celui de Keynes. Chemin faisant, il attribue à ses idées une influence qu'elle n'a pas eue sur les régimes de l'Europe de l'Est : "In Keynes, we can see the incipient rethinking of capitalism which provided guidelines for post-war policy in Western Europe ; in Kalecki, the doctrines which contributed to state socialism in the East" (p. 140).

Au cours des années 1950-60, sous la pression des organisations internationales et même des Etats-Unis (à l'époque de l'Alliance pour le Progrès), la plupart des pays en voie de développement se livraient à des exercices de planification plus ou moins élaborés, ou carrément à des simulacres de la planification (qualifiés par C. Bobrowski de pseudoplanification).

5 Voir par exemple Tsuru, S. (1993), Japan's Capitalism : Creative Defeat and Beyond, Cambridge University Press, Cambridge et Kuttner, R. (1997), Everything for Sale - The Virtues and Limits of Markets, Alfred A. Knopf, New York.

6 Voir notamment Johnson, Ch. (1982), MITI and The Japanese Miracle, Stanford University Press, Stanford ; Wade, R. (1990), Governing the Market : Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization, Princeton University Press, Princeton ; Sautter, Ch. (1987), Les dents du dragon, Orban, Paris et du même auteur La France au miroir du Japon, Odile Jacob, Paris (1996).

7 Sur l'analyse des différentes formes d'étatisme observées dans les pays du tiers monde à l'aide de deux modèles-types : le "japonais" et l'"indien", voir Sachs, I. (1962), Patterns of public sector in underdeveloped economies, Asia Publishing House, New Delhi.

8 Voir notamment Ocampo, J.A., "Beyond the Washington Consensus - An Eclac Perspective", texte présenté à la Conférence internationale organisée par l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales en coopération avec le Programme MOST de l'UNESCO, Paris, 16-17 juin 1999 et Sunkel, O. (ed.) (1993), Development from Within : Toward a Neoliberalist Approach for Latin America, Lynne Rienner Publishers, Boulder.

[9](#) Ce qui accessoirement peut entraîner la nécessité d'empêcher des investissements non prioritaires, fussent-ils privés et rentables au niveau micro-entrepreneurial, pour éviter qu'ils détournent à leur avantage les ressources rares du pays, à commencer par les devises.

[10](#) Cette proposition de Kalecki a beaucoup intéressé S. Chakravarty. Voir son article "M. Kalecki and Development Economies" in [Selected Economic Writings](#), Oxford University Press, Delhi, 1993, p. 239-240. D'une façon générale, la pensée de Kalecki a beaucoup influencé les planificateurs et économistes indiens notamment P.C. Mahalanobis, Pitamber Pant, K.N. Raj, S. Chakravarty, A. Mitra.

[11](#) Voir Kalecki, M. and Sachs, I. (1966), "Forms of Foreign Aid : an Economic Analysis" in [Collected Works of Michal Kalecki](#), vol. V, pp. 61-91.

[12](#) Voir [Collected Works of Michal Kalecki](#), vol. V, pp. 6-12 et les notes pp. 200-204. Le texte de Kalecki, écrit en 1964, était une généralisation des conclusions d'une étude empirique que j'ai entreprise à sa suggestion intitulée "Sur la nature du système économique et social en Egypte". Nos deux textes furent publiés ensemble en Polonais. L'article de Kalecki donne lieu à de nombreux écrits minutieusement recensés par J. Osiatynski pp. 203-204. Parmi les auteurs qui ont pris part au débat, il convient de mentionner M. Kula, K.N. Raj, Abdel Fadil, K.P. Jameson, R. Sobhan, M. Ahmad, P.J. Jha, J. Toye, T. Skouras et A. Mitra.

[13](#) "The Minimum Essentials for Democratic Planning", [Labour Discussion Notes](#), 35, septembre 1942 reproduit dans [Collected Works of Michal Kalecki](#), Clarendon Press Oxford, vol. III, pp. 269-275. Socialiste par ses convictions, Kalecki n'a jamais milité dans aucun parti et a toujours tenu à maintenir sa parfaite liberté intellectuelle.

[14](#) L'optimisation dans ce cas est possible car la devise étrangère sert de dénominateur commun : il s'agit de choisir les meilleures opportunités de gagner des devises à travers l'exportation ou en économiser à travers la substitution d'importations au moindre coût en monnaie nationale par unité de devise (gagnée ou épargnée).

[15](#) Voir [Collected Works of Michal Kalecki](#) - volume V, p. 183. Ce thème a fait notamment l'objet d'un colloque italo-polonais réalisé à l'Université d'Ancone en 1965. Malheureusement, les actes de ce colloque furent perdus. Seule est restée une brève lettre de Kalecki à Lelio Basso, dans laquelle il précise les lignes maîtresses de sa pensée.

[16](#) ou de compromis historique entre la démocratie chrétienne et les communistes, comme il en était alors question en Italie.

[17](#) A un interlocuteur qui lui a demandé pourquoi il n'a pas proposé au gouvernement indien une révolution agraire, Kalecki répondit par une boutade devenue célèbre : un pays qui veut faire la révolution ne fait pas appel aux consultants étrangers.

[18](#) Voir "The Difference between Crucial Economic Problems of Developed and Underdeveloped Non-Socialist Economies" (1966), [Collected Works of Michal Kalecki](#) - volume V, pp. 13-19.

[19](#) Voir à ce sujet Sachs, I. (1963), [Foreign trade and economic development in underdeveloped countries](#), Asia Publishing House, New Delhi.

[20](#) Ce terme doit se comprendre comme englobant à la fois l'emploi et les différentes formes d'auto-emploi rural et urbain de façon à couvrir l'ensemble des formes de production des moyens d'existence (livelihood au sens que donnait à ce terme Karl Polanyi).

21 "Theories of Growth in Different Social Systems" (1970), Collected Works of Michal Kalecki, vol. IV, pp. 111-117.

22 Voir notamment "Three Ways to Full Employment" (1943), Collected Works of Michal Kalecki, vol. I, pp. 357-376 et "Political Aspects of Full Employment, pp. 347-356.

23 Compte tenu de l'équilibre de la balance des paiements, les investissements doivent s'établir au plus bas niveau compatible avec le plein emploi de la force de travail ("The Scope of the Evaluation of the Efficiency of Investment in a Socialist Economy" (1970), Collected Works of Michal Kalecki, vol. IV, p. 204).

24 C'est ce que les Brésiliens appellent d'une façon imagée "un porte-manteaux d'emplois publics" distribués aux clientèles politiques.

25 Dans les pays sous-développés, ce sont les différentes formes de chômage déguisé et de sous-emploi qui prédominent, le concept de chômage ne s'appliquant rigoureusement qu'à l'économie développée ("A Note on Long-Run Unemployment" (1951), Collected Works of Michal Kalecki, vol. I, p. 417).

26 Ce qui compte dans notre cas, c'est l'accroissement de la population en âge de travailler qui reflète les taux de croissance démographique enregistrés 15 à 20 ans plus tôt.

27 C'était notamment le cas du rouet gandhien pourtant amélioré (ambar charka), .comme l'ont montré les analyses menées au cours des années 50 par Amartya Sen et Charles Bettelheim. La filature à la main était économiquement inviable en Inde. En revanche, le tissage à la main dans les conditions indiennes se justifiait, même s'il demandait une subvention croisée de la part de l'industrie textile moderne (une surtaxe sur les produits de l'industrie moderne permettant de subventionner les artisans de façon à équilibrer les prix sur le marché).

A l'inverse, certaines petites industries modernes se caractérisent par un coefficient capital/produit k faible et un coefficient capital/travail élevé. La distinction que fait la littérature indienne entre cottage industries et modern small-scale industries est très pertinente. Les petites industries modernes ont leur place dans la stratégie du développement, même si elles ne créent pas beaucoup d'emplois directs, parce qu'elles permettent de valoriser les talents entrepreneuriaux et l'épargne privée d'anciens artisans, commerçants et ouvriers spécialisés. L'exemple de la terza Italia est à ce sujet significatif. Ces industries finissent par avoir un impact sur l'emploi du fait de leur nombre et des effets d'entraînement qu'elles exercent sur les économies locales.

28 Kalecki a été un pionnier de la théorie structuraliste de l'inflation qui connut un essor tout particulier en Amérique Latine. Voir sur ce point Dell, S. (1977), "Kalecki and the United Nations", Oxford Bulletin of Economics and Statistics 39/1, pp. 40-42 et Arndt, H.W. (1985), "The Origins of Structuralism", World Development 13/2.

29 Voir en particulier les textes suivants de Kalecki : "The Problem of Financing Economic Development" (1954) et "Problems of Financing Economic Development in a Mixed Economy" (1963), Collected Works of Michal Kalecki, vol. V, pp. 23-44 et 45-60 ainsi que "Financial Problems of the Third Plan : Some Observations" (1966) ; il s'agit de l'Inde. Ibidem pp. 122-128.

30 Le sucre non raffiné serait défiscalisé, mais il n'en serait pas de même pour la différence de prix entre les deux qualités de sucre. Il en serait de même pour les différentes qualités de tissus de coton. La réforme proposée par Kalecki constituait une

version radicale de l'approche appliquée dans les pays occidentaux à la définition des barèmes de la TVA.

31 "Theories of Growth in Different Social Systems", Collected Works of Michal Kalecki, vol. IV, p. 115.

32 C'est le lieu de rappeler la singularité du modèle de développement polonais : la collectivisation de l'agriculture fut vite abandonnée et la transition polonaise au socialisme s'accommodait de l'existence d'un grand secteur d'économie paysanne. Voir à ce propos Tepicht, J. (1973), Marxisme et agriculture : le paysan polonais, A. Colin, Paris. Voir aussi Tchaianov, A.V. (1990), L'organisation de l'économie paysanne, Librairie du Regard, Paris.

33 J'emprunte le terme "dépayannisation" à Ismail-Sabri Abdalla, "Dépayannisation ou développement rural ? Un choix lourd de conséquences", IFDA Dossier n° 9, juillet 1979, pp. 3-15.

34 Dobb, M. (1960), An Essay on Economic Growth and Planning, Routledge and Kegan Paul ; Sen, A.K. (1960), Choices of Techniques, Blackwell, Oxford. Pour les détails de cette polémique, voir les notes de J. Osiatynski, Collected Works of Michal Kalecki, vol. V, pp. 188-190.

35 Pour l'économie considérée comme un tout, à chaque moment il existe une courbe concave CC' de solutions techniques efficaces combinant des quantités différentes de capital et de main d'oeuvre. Le progrès technique consiste dans le déplacement de cette courbe vers le bas et la gauche. Contrairement à un préjugé, le progrès technique n'est pas nécessairement biaisé dans le sens d'une plus grande intensité de capital. Il peut être neutre ou même biaisé dans le sens d'une plus grande intensité de main d'oeuvre. Cependant, seuls certains points sur cette courbe continue comportent des solutions techniques susceptibles d'application pratique. La recherche doit donc s'attacher aussi à augmenter le nombre de ces points sur le segment qui nous intéresse plus particulièrement (l'extrémité droite de la courbe).

36 Voir Sachs, I. (1970), "Selection of Techniques : Problems and Policies for Latin America", Economic Bulletin for Latin America, Santiago, vol. XV, n° 1, pp. 1-34.

37 Voir à ce sujet David, B. (1997), Les transformations de l'agriculture brésilienne : une modernisation perverse (1960-1995), Paris : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain ; NUSEG/UERJ, Rio de Janeiro, 485 p.

38 Cette thèse demande à être nuancée à la lumière de nos connaissances actuelles sur les conséquences écologiques de l'usage abusif d'intrants chimiques.

39 Pour l'élaboration de ce concept, voir Sachs, I. et Vinaver, K., "Integration of Technology in Development Planning : a Normative View", in Science and Technology for Development : Planning in the STPI Countries, Ed. F.R. Sagasti ; and A. Araoz.-Ottawa : IDRC (International Development Research Center, cop. 1979, pp. 117-136). Le contrôle des opérations de commerce extérieur postulé par Kalecki excluait en principe le cas de figure observé aujourd'hui dans plusieurs pays où l'agriculture locale subit la concurrence déloyale des importations de denrées alimentaires, dont le prix est subventionné par le pays exportateur. Nous avons cependant signalé le risque de l'effet pervers des importations subventionnées des céréales dans notre analyse de l'aide nord-américaine (voir Kalecki, M. et Sachs, I., op.cit.).

[40](#) Il lui arrivait de demander aux étudiants en examen d'où venaient les inventions. La bonne réponse consistait à montrer la tête.

[41](#) C'est Hans Singer qui qualifie de cette façon la théologie néolibérale. Je pense que Kalecki l'aurait approuvée.

[42](#) Le seul point en commun serait la préoccupation d'éviter l'inflation et l'érosion du pouvoir d'achat des salaires qu'elle entraîne.

[43](#) Voir Stiglitz, J. (1998), "More Instruments and Broader Goals : Moving Toward the Post-Washington Consensus" (UNU-WIDER, Helsinki) et "Towards a New Paradigm for Development : Strategies, Policies and Processes", Prebisch Lecture, UNCTAD, Geneva.

[44](#) Gray, John (1999), False Down - The Delusions of Global Capitalism, Granta Books, Londres.

[45](#) Rodrik, D. (1999), The New Global Economy and Developing Countries : Making Openness Work, ODC/John Hopkins University Press, Washington, p. 141.

[46](#) Voir à ce sujet le livre de Arun Gosh (1996), Paradigms of Economic Development, Indian Institute of Advanced Study, Simla et la recension qu'en a fait C.T. Kurien ("Development with Equity", Economic and Political Weekly, May 10, 1976, p. 1018. Nous avons déjà cité l'article de Sukhamoy Chakravarty lui-même auteur d'une importante analyse critique de l'expérience indienne de planification (Chakravarty, S. (1994), La planification du développement : l'expérience Indienne, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris).

[47](#) Kumarappa, J.C. (1949), The Gandhian Economy and Other Essays, Maganvadi, Wardha, p. 5.

[48](#) Soit, comme il en a déjà été question, en ponctionnant une partie des revenus des couches aisées, soit en élevant l'épargne au-delà du niveau initialement prévu, notamment sous forme d'investissements non monétaires des paysans et des citadins participant à l'auto-construction assistée de logements.

[49](#) International Commission on Peace and Food (présidée par M.S. Swaminathan), 1994, Uncommon Opportunities. An Agenda for Peace and Equitable Development, Zed Books, Londres, pp. 122-124. Voir aussi Abramovay, R. et Sachs, I. (1999), Nouvelles configurations villes-campagnes, UNESCO-MOST, Paris.

[50](#) Voir entre autres Sachs, I. (1993), L'écodéveloppement - Les stratégies de l'écodéveloppement au XXIe siècle, Syros ; Von Weizsäcker, E., Lovins, E.B., Lovins, L.H., 1997, Factor Four - Doubling Wealth, Halving Resource Use, The New Report to The Club of Rome, Earthscan, Londres ; Sachs, W., Loske, R., Linz, M., 1998, Greening the North - A Post-Industrial Blueprint for Ecology and Equity, Zed Books, Londres et New York ; Ayres, R.U., 1998, Turning Point, Earthscan, Londres.

[51](#) Voir à ce sujet l'article déjà cité de J.A. Ocampo.

[52](#) Voir à ce sujet Sachs, I., "Welfare States in Poor Countries", Economic and Political Weekly, vol. VI n° 3/4, janvier 1971, pp. 367-370.

[53](#) Kalecki, M. (1962), Prace z Teorii Koniunktury 1933-1939, Panstwowe Wydawnictwo Naokowe, Varsovie, p.7.